Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002

Nonna Mayer

▶ **To cite this version:**

Nonna Mayer. Les hauts et les bas du vote Le Pen 2002. Revue Française de Science Politique, 2002, 52 (5), pp.505 - 520. 10.3917/rfsp.525.0505 . hal-03462353

HAL Id: hal-03462353
https://sciencespo.hal.science/hal-03462353

Submitted on 1 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES HAUTS ET LES BAS DU VOTE LE PEN 2002

NONNA MAYER

Au scrutin présidentiel du 21 avril 2002, Jean-Marie Le Pen recueille 16,89 % des suffrages exprimés et se qualifie pour le second tour où il rassemble sur son nom cinq millions et demi d'électeurs, soit un million de plus qu'à l'élection présidentielle de 1995. Succès sans précédent pour le FN, mais de courte durée, puisque aux législatives de juin, son score retombe à 11 %, en recul de 7 points et deux millions de suffrages par rapport à celui de Le Pen le 5 mai, et de 4 points par rapport à son niveau aux législatives de 1997. Des chassés-croisés d'une telle amplitude, dans un laps de temps aussi court, offrent un terrain d'observation privilégié du changement électoral. La surprise vient autant de l'envolée d'une extrême droite qu'on croyait moribonde, depuis l'éclatement du FN, et qui frôle la barre de 20 % au premier tour si on ajoute les scores de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret, que du niveau élevé d'abstention (28 % au premier tour) et de la dispersion des voix sur les petits candidats, au détriment du président de la République sortant (19,88 %) et du candidat socialiste et Premier ministre en exercice (16,18 %). Le « séisme » provient de la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour, qui s'est jouée à quelques 200 000 voix près. Comment expliquer sa progression ? Est-ce un accident de parcours ou peut-elle se reproduire ? Qui sont ses électeurs ? Ont-ils changé ? Pour répondre à ces questions [1], on dispose d'une enquête unique en son genre, le « panel électoral français 2002 », soit plus de dix mille interviews effectuées en trois vagues, avant le premier tour présidentiel, après le second tour, puis après le second tour des législatives [2]. Elle offre des effectifs suffisants pour analyser les mutations de l'électorat lepéniste, plus que jamais réticent à déclarer son vote [3].

LES PERMANENCES

UN VOTE AUTORITAIRE ET XÉNOPHOBE

Fondamentalement, les grandes structures de cet électorat n'ont pas varié. Son trait distinctif reste sa vision à la fois ethnocentrique et autoritaire de la société. Quelle que soit la question posée, les lepénistes se distinguent par la fréquence et l'intensité de leur rejet des « autres ». 96 % des électeurs qui ont choisi Le Pen au premier tour esti-

1. Cet article prolonge l'analyse présentée dans Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, chap. XV à XIX.

2. 4107 avant le premier tour présidentiel, 4017 après le second tour et 2013 après les législatives, dont 1417 panélistes qui ont accepté d'être ré-interrogés les trois fois. Cf. la présentation détaillée du panel en annexe.

3. Ils ne sont que 9,5 % dans notre enquête à reconnaître avoir voté pour lui le 21 avril, encore moins le 5 mai (8 %) compte tenu de l'ampleur de la mobilisation anti-Le Pen et 7 % aux législatives, soit une sous-représentation de respectivement 7, 11 et 4 points de pourcentage.

Revue française de science politique, vol. 52, n° 5-6, octobre-décembre 2002, p. 505-520.
© 2002 Presses de Sciences Po.

ment qu'il y a « trop d'immigrés » en France, 87 % estiment qu'on n'est « plus chez soi comme avant » dans ce pays, plus des deux tiers ne croient pas que les Maghrébins seront un jour « des Français comme les autres », tandis que 44 % adhèrent au stéréotype antisémite selon lequel les juifs auraient « trop de pouvoir » en France et 46 % croient qu'il existe « des races moins douées que d'autres », proportions supérieures de 20 à 35 points à celles que l'on trouve dans le reste de l'échantillon. Ce refus de la différence va de pair avec une demande de répression accrue. 82 % se prononcent pour la suppression des allocations familiales aux familles de mineurs délinquants et 79 % sont pour le rétablissement de la peine de mort alors que, dans l'ensemble de la population électorale, ces proportions tombent respectivement à 58 % et 44 %. Trois de ces questions, celles qui concernent la peine capitale, le sentiment de ne plus être chez soi comme avant et le nombre d'immigrés, sont posées dans les mêmes termes dans toutes les enquêtes du CEVIPOF depuis 1988. Les réponses, étroitement corrélées entre elles, permettent de construire une échelle d'ethnocentrisme-autoritaire, graduée de zéro, pour les personnes qui ne donnent jamais la réponse intolérante, à neuf, pour celles qui la donnent toujours. Comme lors des élections précédentes, le score présidentiel de Le Pen en 2002 suit très exactement la progression des notes sur cet indicateur. Il ne décolle pas chez les interviewés dont la note est inférieure à 5, il fait moins que sa moyenne nationale entre 5 et 6 et de 7 à 9, il passe de 34 % à 51 % des suffrages. Si on lui ajoute le score de Bruno Mégret, l'extrême droite y frôle les 60 % (tableau 1). Le vote de gauche, toutes tendances confondues [1], augmente, au contraire, avec le niveau de tolérance tandis que le vote pour la droite non extrême est plus fréquent chez les enquêtés qui ont des notes intermédiaires (tableau 1).

Tableau 1. Intentions de vote au 1er tour présidentiel 2002
selon le niveau d'intolérance (%)

	0	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*8*	*9*
Gauche	89 %	71 %	63 %	53 %	49 %	36 %	35 %	25 %	25 %	18 %
Droite	11 %	30 %	36 %	45 %	47 %	50 %	46 %	41 %	34 %	24 %
Extrême droite	0 %	0 %	1 %	2 %	4 %	14 %	19 %	34 %	41 %	58 %
	(320)	(333)	(311)	(338)	(324)	(266)	(256)	(237)	(190)	(182)

PEF 2002, vague 1.

Dans le prolongement de ces attitudes, les électeurs lepénistes se distinguent toujours par l'importance particulière qu'ils attachent aux problèmes de l'immigration et, dans une moindre mesure, de l'insécurité. À la veille du premier tour, chez ceux qui s'apprêtent à voter pour Le Pen, l'immigration arrive en tête parmi les trois problèmes jugés les plus importants, à égalité avec la délinquance (68 %) et avant le chômage (52 %), soit une proportion supérieure de 45 points à la moyenne de l'échantillon, alors que dans l'ensemble de l'électorat, c'est le chômage qui vient en tête, à égalité avec la délinquance mais loin devant l'immigration (61 %, 60 % et 23 %) (tableau 2).

1. On a considéré comme de gauche les votes pour Laguiller, Gluckstein, Besancenot, Hue, Chevènement, Jospin, Taubira, Mamère, dans la mesure où, dans tous ces électorats, la proportion de personnes se déclarant « plutôt de gauche » était clairement majoritaire, même dans l'électorat du Pôle républicain. On a considéré comme de droite les votes pour Lepage, Bayrou, Madelin, Chirac, Saint-Josse, Boutin et comme d'extrême droite ceux pour Le Pen et Mégret.

Tableau 2. Les trois problèmes les plus importants à la veille du 1er tour présidentiel 2002 (%)

	Électeurs Le Pen	*Électorat total*	*Écart*
Pollution	7	16	– 9
Chômage	52	61	– 9
Immigration	68	23	+ 45
Inégalités sociales	21	36	– 15
Scandales politiques	6	9	– 3
Délinquance	68	60	+ 8
Fonctionnement de l'école	9	15	– 6
Retraites	23	28	– 5
Construction européenne	3	9	– 6
Lutte contre le terrorisme	16	16	0
Souveraineté de la France	9	5	+ 4
Baisse des impôts	20	19	+ 1

PEF 2002, vague 1

UN VOTE POPULAIRE

Les ingrédients de base de ce vote n'ont pas changé non plus. Absence d'instruction, précarité économique et frustrations sociales nourrissent le ressentiment anti-immigrés et les attitudes répressives qui le portent. S'il attire des électeurs dans toutes les catégories de la population (tableau 3), Le Pen réussit toujours mieux chez les moins diplômés, plus réceptifs au côté simple et carré de son discours. Son score double quand on passe des bacheliers aux non-bacheliers tandis que chez les enseignants, il frôle zéro. Il s'élève en raison inverse du revenu et du nombre d'éléments de patrimoine mobilier ou immobiliers possédés, ainsi que chez les chômeurs et les salariés sous CDD (20 et 22 %), tandis que chez ceux qui bénéficient d'un emploi garanti, comme les fonctionnaires, il tombe à 13 %. Il caractérise au premier chef les personnes les moins intégrées à la société, les plus isolées (29 % de votes Le Pen chez ceux qui jugent le mot de solidarité « très négatif », contre 13 % s'ils le jugent « très positif »), celles qui n'appartiennent à aucune association (22 % contre 15 % des adhérents à au moins une), celles qui n'ont pas de liens religieux forts (20 % chez les catholiques non pratiquants contre 12 % chez les catholiques pratiquants réguliers).

Le Pen trouve, aujourd'hui, ses soutiens privilégiés dans les catégories où ces frustrations sont les plus fortes, à la fois chez des petits patrons inquiets pour leur avenir, la fraction la plus populaire de l'électorat de droite, et chez les salariés les plus défavorisés, traditionnellement acquis à la gauche. En 1988, il arrivait déjà en tête des candidats présidentiels chez les petits commerçants et les artisans. En 1995, le FN devenait le premier parti ouvrier de France. À l'élection de 2002, Le Pen égalise son score dans ces deux catégories (22 %). Il croît régulièrement en fonction de la proximité avec ce milieu, de 16 % chez ceux qui n'ont aucune attache ouvrière à 26 % chez les ouvriers dont le père déjà était ouvrier, où le Parti communiste, dans les années 1970, était le mieux implanté [1]. Le 21 avril, l'extrême droite y frôle les 30 %

1. Les enquêtes de 1988 et 1995 tenaient compte de la profession du père, de la mère et du conjoint, permettant de faire varier de zéro à trois le nombre d'attaches avec le monde ouvrier (cf. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, *op. cit.*, chap. V). On a refait les calculs avec deux attaches pour pouvoir comparer.

Tableau 3. Sociologie du vote Le Pen 1988-2002 (%)

	Prés. 88 Le Pen	*Prés. 95 Le Pen*	*Prés. 02 Le Pen*	*Prés. 02 EXD*	*Prés. 02 2e tour*	*Lég. 02 EXD*
Ensemble	15	15	17	20	18	12
Sexe						
Homme	18	19	20	23	22	15
Femme	11	12	14	17	15	11
Âge						
18-24 ans	14	18	13	17	12	12
25-34 ans	15	20	17	20	18	15
35-49 ans	15	16	18	20	20	14
50-64 ans	14	14	20	23	21	15
65 ans et plus	16	10	15	17	15	17
Prof. interviewée						
Agriculteur	10	10	22	22	17	5
Patron	19	19	22	23	23	10
Cadre, prof. intellectuelle	14	4	13	15	13	9
Profession intermédiaire	15	14	11	14	14	8
Employé	14	18	22	24	21	18
Ouvrier	17	21	23	26	24	17
Statut						
Travaille à son compte	15	14	22	23	21	7
Salarié du secteur public	14	14	14	16	15	4
Salarié du secteur privé	16	16	20	22	19	11
Chômeur	17	28	20	24	30	22
Diplôme						
Primaire	15	17	24	26	25	19
Primaire supérieur	17	20	21	25	13	13
Bac	13	12	15	18	15	11
Bac + 2	10	13	11	12	10	8
Supérieur	9	4	7	8	9	11
Religion						
Catho. pratiquant régulier	13	8	12	13	15	9
Pratiquant irrégulier	13	13	18	23	19	13
Catholique non pratiquant	16	19	20	22	19	14
Sans religion	10	14	15	17	19	12
Taille d'agglomération						
Moins 2000 habitants	12	14	19	23	21	12
2 000-5 000	14	15	11	16	12	10
5 000-10 000	12	19	17	20	16	12
10 000-20 000	14	16	17	21	18	19
20 000-50 000	10	24	26	26	25	19
50 000-100 000	12	14	18	21	18	16
100 000-200 000	14	17	13	15	18	18
Plus de 200 000	20	15	17	19	19	12
Région parisienne	17	14	11	13	11	7

Enquêtes CEVIPOF 1988 et 1995, PEF 2002.

(tableau 4), tandis qu'elle bat ses records dans les vieilles régions industrielles en crise comme le Nord-Pas-de-Calais, la Moselle, la Meurthe et Moselle. La déstructuration du monde ouvrier, groupe en déclin numérique et désorganisé, surexposé au chômage et à la précarité, a distendu les liens privilégiés qui l'unissaient aux partis de gauche [1]. Le *leader* du FN poursuit enfin sa progression chez les employés, milieu socialement très proche des ouvriers, également très touché par le chômage et le temps partiel, dans des emplois peu qualifiés et peu rémunérés, surtout dans le commerce et les services [2].

Tableau 4. Vote présidentiel Le Pen 1er tour
en fonction du nombre d'attaches ouvrières (%) *

	0 attache	*1 attache*	*2 attaches*
1988 Le Pen	13 (1777)	16 (963)	17 (361)
1995 Le Pen	12 (1780)	18 (991)	22 (377)
2002 Le Pen	16 (1586)	18 (934)	26 (304)
2002 Le Pen + Mégret	16 (1589)	22 (933)	29 (305)

*. Attache : ouvrier soi-même, père ouvrier.

UNE AFFAIRE D'HOMMES

L'autre constante que l'on retrouve en 2002 est le sur-vote masculin pour le *leader* frontiste, qui se confirme à toutes les élections (tableau 3). Si les hommes avaient été les seuls à voter le 21 avril, Le Pen serait arrivé premier avec 20 % des suffrages, suivi par Chirac (17 %) et Jospin (16 %). Une dimension sexiste colore manifestement ce choix, si l'on en juge par l'étroite corrélation observée entre la propension à voter Le Pen au premier tour et le rejet de la loi sur la parité, passant de 14 % chez les électeurs qui jugent très positive cette réforme visant à une meilleure représentation politique des femmes à 39 % chez les plus négatifs (tableau 7). En revanche, si les électrices avaient été seules à voter, le « séisme » n'aurait pas eu lieu. Chirac serait arrivé en tête au premier tour avec 22 % des suffrages exprimés, suivi par Lionel Jospin avec 16 %, et Le Pen troisième avec 14 %. Cette réticence est particulièrement marquée aux deux bouts de l'échelle des âges, chez les jeunes femmes instruites, décalées par rapport au modèle traditionnel de la femme véhiculé par le FN, plus tentées par un vote de gauche ou d'extrême gauche, et chez les plus âgées, imprégnées des valeurs du catholicisme et plus proches de la droite modérée [3]. En revanche, le comportement des électrices socialement et culturellement défavorisées continue à se rapprocher de celui des électeurs [4]. Le cas des ouvrières est symptomatique à cet égard.

1. Sur la démoralisation de ce groupe social, la meilleure introduction est l'enquête-témoignage de Stéphane Beaud et Michel Pialoux sur les ouvriers des usines Peugeot de Sochaux Montbéliard, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

2. Alain Chenu, *Les employés*, Paris, La Découverte, 1994.

3. Cf. Mariette Sineau, « L'électrice paradoxale », dans Pierre Bréchon, Annie Laurent, Pascal Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 111-136, ainsi que notre étude sur la relation entre les femmes et le FN en France, Nonna Mayer, Mariette Sineau, « France : The Front National », dans Helga Amesberger, Brigitte Halbmayr (dir.), *Rechtsextreme Parteien-eine mögliche Heimat für Frauen ?*, Leverkusen, Verlag Leske/Budrich, 2002, p. 61-112.

4. Cf. Nonna Mayer, « Du vote lepéniste au vote frontiste », *Revue française de science politique*, 47 (3-4), juin-août 1997, p. 438-453 ; Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, *op. cit*., chap. VI.

Minoritaires dans ce milieu, elles cumulent les facteurs favorables à un tel vote. Celles qui y travaillent connaissent les conditions les plus précaires, les emplois les moins qualifiés, les revenus les plus faibles, elles sont les moins syndiquées et les plus détachées de la pratique religieuse. Le 21 avril, comme déjà en 1995, elles ont été aussi nombreuses que les hommes à donner leur voix à Jean-Marie Le Pen.

LES ÉVOLUTIONS

Voilà pour les permanences. Mais le *leader* du FN ne progresse pas seulement sur sa lancée, dans des catégories qui lui étaient déjà acquises, il en a gagné de nouvelles, il a diversifié ses soutiens.

LA CONQUÊTE DES CAMPAGNES

Le FN a connu ses premiers succès dans les grandes villes et leurs banlieues, là où se concentre la main d'œuvre immigrée, où le béton détruit le tissu social et fait monter la délinquance. En 2002, ses bastions dessinent toujours une France urbaine et industrielle, à l'est d'une ligne imaginaire reliant le Havre, Valence et Perpignan. *A contrario*, le monde rural semble résister, qu'il soit de tradition catholique et conservatrice, dans le grand Ouest, ou déchristianisé et de gauche, en bordure du Massif central. Et c'est chez les agriculteurs, protégés par leur fort taux de pratique religieuse, leur encadrement syndical, leur fidélité aux notables locaux, que le FN recueillait jusqu'ici le moins de suffrages. Voilà qui est en train de changer. Paradoxalement, la France urbaine a, cette fois-ci, moins voté pour Le Pen. Celle des villes de plus de 9 000 habitants l'a placé au troisième rang, derrière Jospin et Chirac (avec respectivement 16,6 %, 17,3 % et 19,6 % des suffrages exprimés). C'est encore plus net dans les très grandes villes, celles de plus de 100 000 habitants, où Le Pen ne recueille que 14,9 % de suffrages, Jospin 18 % et Chirac 20,4 %. Même dans les quartiers des banlieues populaires, où Le Pen arrive second mais… derrière Jospin, son score a reculé d'un point (de 19,5 à 18,5 %) [1]. Si l'on regarde les zones où l'extrême droite a amélioré son score par rapport au premier tour présidentiel de 1995, la nouveauté est sa pénétration dans le monde rural et agricole. Comme le montre Pascal Perrineau, « la grande majorité des terres de progression se situe sur un axe Charleville-Foix que la DATAR qualifiait dans les années 1980 de "diagonale aride" », des territoires « touchés par une dépression démographique, connaissant une dilution de leur identité rurale, souvent atteints par une diffusion de la délinquance qui accompagne de manière inéluctable le processus d'urbanisation des campagnes » [2]. Nos données reflètent ces évo-

1. Je remercie Henri Rey de m'avoir communiqué cette mise à jour de son étude de 130 « banlieues » populaires, à la périphérie des agglomérations de plus de 300 000 habitants et à forte concentration d'ouvriers et d'employés. Cf. Henri Rey, *La peur des banlieues*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996. Sur ce recul du FN en banlieue, cf. aussi la monographie réalisée sur la cité des Cosmonautes, en Seine-Saint-Denis, par Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *Libération*, 16 mai 2002.

2. Pascal Perrineau, « Le vote d'extrême droite en France : adhésion ou protestation », *Futuribles,* 276, juin 2002, p. 16. Cf. aussi l'interview de Pascal Perrineau pour « Le grand dossier », *Le Monde*, 28-29 avril 2002 et les cartes éclairantes du dernier livre d'Hervé Le Bras, *Une autre France*, Paris, Odile Jacob, 2002.

lutions (tableau 3). C'est chez les agriculteurs que le score présidentiel de Le Pen a le plus grimpé, passant de 10 % en 1988 à 22 % en 2002, soit un niveau proche de celui qu'il atteint chez les ouvriers et les employés. Il étend son influence, plus largement, dans les zones rurales. En 1988, ce sont les électeurs des grandes villes qui lui donnent le plus de suffrages, celles de plus de 200 000 habitants. En 1995, c'est le tour des villes petites et moyennes. En 2002 enfin, il perce dans les communes de moins de 2000 habitants. C'est là que son taux de progression depuis la dernière présidentielle est le plus fort, alors qu'il recule dans les grandes villes.

LE POIDS DES SENIORS

Contrairement à une idée reçue, l'âge jusqu'ici n'avait pas beaucoup d'influence sur le vote Le Pen, sauf à l'élection présidentielle de 1995 où il était un peu plus fréquent chez les moins de 35 ans [1]. En 2002, c'est exactement l'inverse. Le vote Le Pen s'élève désormais avec l'âge, passant de 13 % chez les moins de 25 ans à 21 % dans la tranche des 50 à 64 ans et c'est chez les seniors que sa progression, depuis 1988, a été la plus forte (+7 points), alors qu'il recule avant 35 ans (tableau 3). Une analyse par cohorte permet de comprendre ce qui s'est passé et de distinguer les effets de période du remplacement générationnel et de l'âge. Au lieu de comparer les électeurs du même âge à trois élections différentes, elle fait l'opération inverse, en suivant l'évolution dans le temps des votes des électeurs nés au même moment : comment ceux qui avaient entre 18 et 24 ans en 1988, votent, sept ans plus tard, en 1995, quand ils ont entre 25 et 31 ans, puis quatorze ans plus tard, en 2002, quand ils ont entre 32 et 38 ans, etc. (tableau 5a).

Manifestement, Jean-Marie Le Pen n'attire plus les jeunes. Il fait son plus mauvais score, inférieur de 4 points à sa moyenne nationale, dans la cohorte qui vote pour la première fois à une élection présidentielle en 2002. Et il n'a pas fidélisé les deux cohortes précédentes, où il faisait pourtant ses meilleurs scores en 1995. D'un scrutin à l'autre, il recule de 3 points chez ceux qui avaient alors entre 18 et 24 ans et de 5 points chez ceux qui avaient entre 25 et 31 ans. En revanche, il a progressé régulièrement dans les trois cohortes plus âgées, celles du *baby-boom*, qui avaient entre 25 et 45 ans en 1988 et qui ont entre 39 et 59 ans aujourd'hui. Il y a fidélisé les électeurs qui avaient commencé à voter pour lui lors de son premier succès présidentiel, et il en a gagné d'autres. C'est à elles qu'il doit son succès du 21 avril, et tout particulièrement à la dernière, celle des cinquantenaires. Au-delà, son score ne varie pratiquement pas et il recule d'une élection à l'autre chez les très âgés. L'électorat Le Pen vieillit, il ne se renouvelle pas. Il est à l'image d'une France où le poids des moins de 20 ans est passé d'un tiers de la population en 1968 à un quart au dernier recensement, et où celui des sexagénaires dépasse les 21 %. Leur poids a fait la différence le 21 avril, même si, à terme, l'absence de relève chez les jeunes générations montre les limites de la dynamique lepéniste.

1. Une analyse de régression logistique sur le vote Le Pen 1995 montre que l'âge a effectivement un effet faible mais significatif une fois contrôlé l'effet des autres variables (diplôme, sexe, classe sociale, religion, etc.). Cf. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, *op. cit.*, p. 220.

Tableau 5. Vote présidentiel Le Pen 1er tour
par cohortes et par sexe (%)

a) Hommes et femmes

Année de naissance	*Âge en 1988*	*1988*	*1995*	*2002*	*Âge en 2002*
1978-1984				13	18-24 ans
1971-1977			18	15	25-31 ans
1964-1970	18-24 ans	14	22	17	32-38 ans
1957-1963	**25-31 ans**	**13**	**15**	**19**	39-45 ans
1956-1950	**32-38 ans**	**17**	**15**	**20**	46-52 ans
1943-1949	**39-45 ans**	**13**	**17**	**22**	53-59 ans
1936-1942	46-52 ans	19	14	20	60-66 ans
1929-1935	53-59 ans	14	12	15	67-73 ans
1922-1928	60-66 ans	14	11	13	74-80 ans
Avant 1922	67 ans et +	15	8	4	81 ans et +
TOTAL		15	15	17	

b) Femmes

Année de naissance	*Âge en 1988*	*1988*	*1995*	*2002*	*Âge en 2002*
1978-1984				9	18-24 ans
1971-1977			18	11	25-31 ans
1964-1970	**18-24 ans**	**11**	**18**	**16**	32-38 ans
1957-1963	**25-31 ans**	**11**	**13**	**19**	39-45 ans
1956-1950	**32-38 ans**	**13**	**11**	**22**	46-52 ans
1943-1949	**39-45 ans**	**13**	**12**	**15**	53-59 ans
1936-1942	46-52 ans	13	10	13	60-66 ans
1929-1935	53-59 ans	10	10	9	67-73 ans
1922-1928	60-66 ans	13	7	7	74-80 ans
Avant 1922	67 ans et +	10	8	0	81 ans et +
TOTAL		12	12	14	

c) Hommes

Année de naissance	*Âge en 1988*	*1988*	*1995*	*2002*	*Âge en 2002*
1978-1984				17	18-24 ans
1971-1977			19	20	25-31 ans
1964-1970	18-24 ans	18	27	17	32-38 ans
1957-1963	25-31 ans	17	17	18	39-45 ans
1956-1950	32-38 ans	22	20	18	46-52 ans
1943-1949	**39-45 ans**	**13**	**21**	**28**	53-59 ans
1936-1942	**46-52 ans**	**25**	**18**	**26**	60-66 ans
1929-1935	**53-59 ans**	**17**	**15**	**22**	67-73 ans
1922-1928	**60-66 ans**	**15**	**17**	**20**	74-80 ans
Avant 1922	67 ans et +	18	7	7	81 ans et +
TOTAL		18	19	20	

On notera que cette dynamique n'est pas exactement la même selon le sexe (tableau 5b et 5c). Chez les hommes, le vote Le Pen est porté par les cohortes qui avaient entre 39 et 60 ans en 1988, et bat ses records chez les quinquagénaires et les sexagénaires d'aujourd'hui. Chez les femmes, il a progressé au sein des cohortes plus jeunes, qui avaient entre 25 et 45 ans lors du scrutin de 1988, et il atteint ou dépasse aujourd'hui le seuil de 20 % chez les électrices quadragénaires, celles qui ont entre 39 et 52 ans aujourd'hui. Si ce processus se confirme, elles pourraient, à terme, prendre le relais de l'électorat masculin vieillissant et prolonger la dynamique lepéniste. Enfin, quel que soit

le sexe, le vote Le Pen est toujours beaucoup plus marqué chez les électeurs peu diplômés, ceux qui n'ont pas le bac, dans une société où sa possession est le sésame indispensable pour réussir, proportionnellement beaucoup plus nombreux chez les seniors que chez les jeunes. Si l'on croise ces trois facteurs, le vote Le Pen atteint ses records chez les hommes non titulaires du bac âgés de 53 à 66 ans (33 %), mais aussi chez ceux de 25 à 31 ans (36 %). Ces derniers pèsent toutefois quatre fois moins lourd que les premiers.

LE TOURNANT VERS LA DROITE

Plus rural, plus âgé, cet électorat est enfin, sans surprise, plus à droite que celui de 1995 (tableau 6). Entre 1988 et 1995, le phénomène le plus marquant était le « gaucho-lepénisme » [1]. C'est chez les électeurs qui se classent à gauche sur l'échelle gauche droite que la progression du vote Le Pen était la plus forte (respectivement + 7, + 3 et + 4 points dans les trois premières cases), alors qu'il reculait au contraire chez ceux qui se classaient à droite, dans les trois dernières cases (– 4, – 1 et – 29 points). Entre 1995 et 2002, on observe le phénomène inverse. Le vote Le Pen résiste à gauche, mais regagne des points chez les électeurs de droite, avec une progression de respectivement 5, 15 et 23 points dans les trois dernières cases. En revanche, chez ceux qui se placent au centre, ni à gauche ni à droite, il a plutôt reculé (– 4 points). Si bien qu'au total, le score moyen sur l'échelle gauche-droite des électeurs lepénistes du 21 avril [2] remonte à son niveau de 1988 (5,03 et 5,04), alors qu'il n'était que de 4,76 en 1995. Les électeurs qui se classent à droite y représentent 60 % du total, proportion comparable à celle de 1988 et nettement supérieure à celle de 1995 (53 %). L'ancrage privilégié des électeurs lepénistes du 21 avril dans celui de la droite classique, et surtout chiraquienne, se confirme quand on reconstitue leurs votes antérieurs. La moitié d'entre eux a donné sa voix à Chirac au second tour de l'élection présidentielle de 1995 (contre un quart à Jospin et un quart qui n'a pas voté ou voté blanc ou nul) et un tiers a donné sa voix à un candidat de droite au premier tour des législatives de 1997 (contre 17 % à un candidat de la gauche plurielle, un quart au FN et un quart n'ayant pas exprimé de vote) [3]. Autrement dit, parmi ces « nouveaux » électeurs ralliés à Le Pen, qui n'avaient pas voté pour les candidats du FN il y a deux ans, les transfuges de la droite pèsent deux fois plus lourd que ceux de la gauche, ils représentent les deux tiers de l'effectif. Et socialement, cela expliquerait la remontée du vote Le Pen chez les cadres supérieurs du secteur privé et les professions libérales, où il retrouve son niveau de 1988 (tableau 3). Son électorat de 2002 n'est donc pas seulement celui des petits, des exclus, des défavorisés.

Tableau 6. Vote présidentiel pour l'extrême droite
par orientation politique (%)

Gauche	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*Droite*
1988	1 (79)	3 (347)	4 (802)	16 (792)	17 (610)	32 (316)	69 (105)	
1995	8 (187)	6 (351)	8 (585)	19 (705)	13 (650)	21 (453)	40 (179)	
2002 *	8 (151)	7 (343)	11 (588)	15 (597)	18 (603)	36 (316)	63 (196)	

* En 2002, il s'agit des intentions de vote, vague 1

1. Cf. Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard, 1997, p. 80-83.
2. Il s'agit des intentions de voter Le Pen à la veille du premier tour, redressées.
3. Il s'agit, à chaque fois, des électeurs en âge de voter au scrutin considéré.

UN CONTEXTE PORTEUR

L'ENJEU SÉCURITAIRE

Cette dynamique lepéniste s'explique à son tour par un contexte exceptionnellement favorable. D'emblée, l'insécurité a été au cœur de cette campagne. Dès son discours du 14 juillet 2001, Jacques Chirac critique le bilan des socialistes et lance le thème de « l'impunité zéro » [1]. Les chiffres de la délinquance publiés par le ministère de l'Intérieur en août montrent une recrudescence spectaculaire de la violence sur le territoire. Les infractions constatées ont progressé de 9,58 % au premier semestre de l'année en cours, soit un total de 2 021 111 faits enregistrés contre 1 844 493 le premier semestre 2000. Et la progression est précisément plus marquée dans les zones à dominantes rurales, sous contrôle de la gendarmerie, que dans les zones urbaines sous contrôle de la police (respectivement 17,7 % et 7,02 % de hausse au premier semestre 2001). Si ces chiffres reflètent pour partie l'amélioration de l'instrument statistique, ils alimentent un débat qui va prendre de l'ampleur tout au long de la campagne marquée par des faits divers sanglants, comme la tuerie au conseil municipal de Nanterre fin mars, ou l'attaque du commissariat de Vannes à la Kalachnikov, début avril. La reprise des agressions antisémites contribue à ce climat d'insécurité [2]. Entre fin mars et début avril, le ministère de l'Intérieur recense 395 actions violentes contre des lieux de culte, des écoles, des cars de ramassage scolaire. C'est enfin, juste avant le premier tour présidentiel, l'agression très médiatisée d'un retraité, « Papy Voise », roué de coups par des jeunes racketteurs [3]. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que l'insécurité apparaisse comme un enjeu central dans la campagne et fasse monter les intentions de vote en faveur du parti qui a fait de la lutte contre la délinquance et du durcissement de la répression un objectif prioritaire, notamment chez les personnes âgées, plus sensible à cette thématique, et dans un environnement rural ou périurbain redoutant la contagion de la violence. Les idées de Jean-Marie Le Pen concernant « la sécurité » sont ainsi majoritairement approuvées par les électeurs qui vivent dans des communes rurales ou des villes de moins de 50 000, quel que soit leur âge (61 % avant 50 ans, et 59 % après), et chez les plus âgés dans les grandes villes (48 % chez les moins de 50 ans, 55 % après). Mais il faut bien voir que la délinquance n'est qu'une des dimensions d'une insécurité plus diffuse, qui est aussi sociale et économique, peur du chômage et des licenciements. Si, au lieu de retenir les trois problèmes cités comme les plus importants au moment de voter, on ne retient que celui qui est avancé en premier, dans l'ensemble de l'électorat, c'est « le chômage » qui arrive en tête, loin devant la délinquance (respectivement 31 % et 20 % des réponses), et chez les électeurs lepénistes, les deux thèmes sont au coude à coude, derrière l'immigration (22 % et 21 % contre 34 %).

1. *Le Monde*, 2 août 2001.

2. Cf. le recensement effectué par Patrick Klugmann et Malek Boutih, *Les antifeujs, le livre blanc des violences antisémites en France depuis septembre 2000*, Paris, Calmann-Lévy, 2002 ; les rapports de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La lutte contre le racisme et la xénophobie*, Paris, La Documentation Française, 2001 et 2002.

3. Selon l'enquête de Sofres CECODIP, qui mesure la place des différents sujets à la télévision, sur les radios ou dans la presse, depuis le 1er janvier, les auditeurs et spectateurs ont été trois fois plus souvent « exposés » aux questions d'insécurité qu'aux questions sur l'emploi. L'enquête compte 1804 « unités de bruit médiatiques » pour ce dernier thème, contre 5185 pour l'insécurité, Le *Monde*, 8 mars 2002. (une UBM = 1 % d'audience).

LE PARTI DES MÉCONTENTS

Il y a ensuite, concrètement, une multitude de mécontentements sectoriels générés par les politiques mises en œuvre par la gauche. La mesure phare du programme de Lionel Jospin en 1997, les 35 heures, suscite une majorité d'opinions négatives (53 %). Si le mécontentement atteint ses sommets chez les indépendants, agriculteurs et petits patrons, avec respectivement 75 et 79 % de jugements négatifs, il est aussi élevé chez les petits salariés d'exécution, où le passage aux 35 heures a pu signifier plus de flexibilité et moins d'heures supplémentaires [1]. Il ne trouve vraiment grâce qu'au sein des couches intermédiaires du salariat et chez les enseignants. La suppression du service militaire est jugée négativement par 56 % des personnes interrogées. Même des mesures beaucoup plus consensuelles, comme le passage à l'euro (57 % d'opinions positives), le Pacte civil de solidarité (60 %) ou la parité (80 %), suscitent leur lot d'oppositions qui bénéficie au candidat du FN, notamment dans la fraction la plus traditionnelle de l'électorat de droite. Le score de Le Pen augmente régulièrement avec le degré de mécontentement, montant à 26 % chez les plus réticents à l'égard des 35 heures, 33 % chez les nostalgiques de la famille traditionnelle, opposés au PACS, 34 % chez ceux qui s'irritent du passage à l'armée de métier, 37 % chez les adversaires de l'euro et 39 %, on l'a vu, chez les électeurs de sexe masculin exaspérés par la loi sur la parité (tableau 7).

Tableau 7. Vote Le Pen selon le jugement porté sur les effets des mesures prises par la gauche (%)

	Très positifs	*Plutôt positifs*	*Plutôt négatifs*	*Très négatifs*
Les 35 heures	13	12	19	26
Le remplacement du franc par l'euro	8	12	19	37
La suppression du service militaire	10	8	18	34
Le Pacte civil de solidarité (PACS)	11	15	19	33
La loi sur la parité *	13	16	21	30
Chez les hommes	14	18	26	39
Chez les femmes	13	14	15	19

PEF 2002, vague 1

* Texte exact de la question : la loi sur la parité qui oblige à présenter autant de femmes que d'hommes aux élections.

LE REJET DE LA CLASSE POLITIQUE

Enfin, ces élections se déroulent dans un climat de désenchantement et de désaffection politique sans précédent. Jamais le jugement porté sur la classe politique française n'a été aussi négatif. L'opinion selon laquelle « les hommes politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme nous » est partagée par 82 % des électeurs à la veille du premier tour, record absolu (ils étaient 42 % en 1977, 51 % en 1989, 72 % en 1995, 81 % en 2000). Les élus et les dirigeants politiques sont perçus

1. Pour un bilan détaillé du jugement des salariés sur la réduction du temps de travail et ses effets, cf. aussi l'enquête menée par Marc Antoine Estrade, Dominique Méda, pour la DARES, avec la collaboration de Renaud Orain et l'Institut de sondage Lavialle (ISL), « Principaux résultats de l'enquête RTT et modes de vie », 56, mai 2002.

comme « plutôt corrompus » par 58 % des personnes interrogées. Jacques Chirac n'est décrit comme « honnête » que par 34 % des sondés. Et chez les électeurs qui s'apprêtent à voter pour Le Pen, ce rejet est à son paroxysme : 93 % stigmatisent le peu d'attention que leur prêtent les hommes politiques, 77 % les jugent corrompus [1]. Le sentiment dominant est que les élections ne vont rien changer. À la veille du premier tour, 15 % des personnes interrogées seulement estiment que l'élection présidentielle permettra d'améliorer sinon « beaucoup », du moins « assez » les choses en France (respectivement 1 et 14 %). Le président et le Premier ministre apparaissent usés par la plus longue cohabitation de l'histoire de la Cinquième République et la majorité des électeurs ne voient que « peu de différences » entre leurs propositions respectives concernant les impôts (64 %), la retraite (60 %), la façon de mener le dialogue social (56 %), l'avenir des entreprises publiques (57 %) et l'insécurité (68 %). Autant de facteurs favorables à une abstention massive (28 %) mais aussi à un vote protestataire pour l'*outsider* Le Pen, dont la dénonciation des élites et de l'établissement est un autre thème de prédilection. Par contraste, les électeurs de Le Pen sont de loin les plus mobilisés, les plus déterminés et les plus fidèles. 77 % d'entre eux, comparés à 55 % des électeurs de gauche et 58 % des électeurs de droite, disent avoir fait leur choix depuis longtemps. 13 % seulement de ceux qui avaient voté pour un candidat FN aux législatives de 1997 se sont abstenus alors que la proportion est de 21 % des électeurs de droite, 24 % des électeurs de gauche et 38 % des « ni gauche ni droite ». Et 89 % des électeurs frontistes de 1997 ont donné leur voix à Le Pen le 21 avril, se montrant plus constants que les électeurs de gauche, dont 49 % ont voté pour un des trois candidats de la gauche plurielle, et que ceux de la droite classique dont 61 % ont voté pour Bayrou, Chirac ou Madelin.

Quant aux concurrents que Le Pen aurait pu trouver sur sa route, comme Charles Pasqua et Philippe de Villiers [2], ils ne sont pas dans la course, et son rival Bruno Mégret n'a pas réussi à s'imposer. Autant d'atouts que le leader du FN a su exploiter à son profit, jouant de ses difficultés à obtenir les 500 signatures nécessaires pour sa candidature pour se présenter en victime et peaufinant une image plus lisse et rassurante que dans les campagnes précédentes [3].

LES LIMITES

Le 21 avril, Jean-Marie Le Pen a donc bénéficié d'un concours de circonstances exceptionnel. Cette dynamique peut-elle se reproduire ? Les scrutins suivants font déjà apparaître ses limites. Le 5 mai, il rassemble sur son nom cinq millions et demi d'électeurs, soit un peu moins de 18 % des suffrages exprimés. Par rapport au premier tour, il engrange plus de 700 000 voix. Mais si on y ajoute celles qui se sont portées sur Bruno Mégret, son score ne dépasse que de 55 000 voix celui de l'extrême droite. Si le candidat du FN garde plus des trois-quarts de ses électeurs du premier tour, 16 %

1. Sur ces évolutions, cf. Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul M. Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve*, *une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, chap. 2 et 3.

2. Nonna Mayer, *Ces français qui votent Le Pen*, *op. cit.*, chap. 15.

3. Allant jusqu'à regretter ses outrances verbales à propos des chambres à gaz ou son calembour sur « Durafour crématoire », qualifiées de « phrases malheureuse. Je ne suis pas parfait », *Le Monde*, 3-4 février 2002.

ont rallié le président sortant et 7 % ne sont pas allés voter. Quant aux électeurs mégrétistes, 54 % d'entre eux seulement ont voté pour lui au second tour, un tiers lui a préféré le président sortant. Ces défections sont compensées par l'apport d'électeurs qui n'avaient pas voté pour lui au premier tour. Il bénéficie, outre les voix mégrétistes, du ralliement de 6 % des abstentionnistes, 4 % des électeurs de gauche toutes tendances confondues, 3 % des électeurs de droite, notamment une voix sur dix des Chasseurs, socialement et idéologiquement très proches de ceux du FN. Si tous ses électeurs du premier tour avaient voté pour lui le 5 mai, avec les ralliés du second tour, son électorat total dépasserait les 6,6 millions. Mais la vigoureuse campagne anti-Le Pen de l'entre-deux tours et la re-mobilisation des abstentionnistes, et tout particulièrement ceux de gauche, contiennent sa progression dans les limites du premier tour et transforment le scrutin en référendum pour ou contre l'extrême droite. Malgré son succès, le président du FN reste ostracisé. Quatre électeurs sur cinq (et près des deux tiers de ses propres électeurs) le classent à l'extrême droite, 72 % excluent de jamais voter un jour pour son parti. Sur un thermomètre de sympathie gradué de 0 à 10, il obtient la note de loin la plus basse de tous les candidats à l'élection présidentielle (2,7). Et même dans son propre électorat du 21 avril, il reste handicapé par un manque de crédibilité politique. Moins de la moitié lui reconnaissent « l'étoffe d'un président de la République ». S'ils soutiennent massivement les idées qu'il défend (sur le thème de la sécurité 98 %, sur celui de l'immigration 84 %, celui de la défense des valeurs traditionnelles 88 % et celui de la critique de la classe politique 79 %), 41 % seulement disent vraiment souhaiter, au fond d'eux-mêmes, qu'il soit élu. En 1988, cette proportion était de 28 % [1], elle a progressé, mais elle reste minoritaire.

Tableau 8. Les transferts de voix entre le premier et le second tour présidentiel (%)

	Chirac	*Le Pen*	*Abstention*	
Abstention *	43	6	51	100
Laguiller	69	5	26	100
Besancenot	76	3	21	100
Hue	82	6	12	100
Jospin	78	3	19	100
Mamère	86	3	11	100
Chevènement	78	4	18	100
Total gauche	**78**	**4**	**18**	**100**
Bayrou	89	3	8	100
Chirac	95	1	4	100
Madelin	94	3	3	100
Saint Josse	77	10	13	100
Total droite	**91**	**3**	**6**	**100**
Mégret	32	54	13	100
Le Pen	**16**	**77**	**7**	**100**

PEF 2002, vague 2

* Électeurs qui se sont abstenus, ont voté blanc ou nul ou ne disent pas pour qui.

Aux législatives, enfin, c'est la déroute. Les catégories nouvellement acquises par le Front national l'abandonnent, les ruraux, les agriculteurs (tableau 3). Cette déroute

1. Sondage SOFRES pour un groupe de quotidiens régionaux, 1-2 avril 1988, cité par Jérôme Jaffré, « Le vote exutoire », *Le Monde*, 12 avril 1988.

s'explique par le réflexe anti-cohabitation, la tentation du vote utile pour la majorité présidentielle, la lassitude engendrée par ces scrutins à répétition, comme en témoigne la hausse record de l'abstention (plus de 36 %), surtout chez les électeurs de Le Pen, pourtant les plus mobilisés pendant la présidentielle. 28 % ne se sont pas déplacés, proportion deux fois plus élevée que chez les électeurs de Chirac ou de Jospin (tableau 9). Les premières mesures annoncées par le gouvernement Raffarin – baisse des impôts, dispositifs sécuritaires – ont aussi séduit une partie de l'électorat lepéniste. Un sur cinq a préféré voter pour un candidat de la droite modérée. Un sentiment d'inutilité à voter, compte tenu du mode de scrutin qui laisse peu de chances, en tout état de cause, au FN d'avoir des élus, a pu également jouer. Mais fondamentalement, une élection présidentielle n'est pas de même nature que des élections législatives. La première peut se jouer sur la personnalité, le charisme d'un candidat. La seconde dépend de son ancrage partisan, de relais locaux. Le FN paie là le prix de la scission de 1999. L'élection présidentielle, en 2002 comme en 1995, permet à « l'effet Le Pen » de se déployer. Aux législatives, il a manqué « l'effet FN ». Bruno Mégret avait construit une machine performante, elle est cassée. Or l'identification des électeurs avec un parti, qui survit aux hommes qui l'incarnent, est le facteur clé de la pérennisation d'un vote. En 1997, pour la première fois, la courbe du frontisme avait rejoint celle du lepénisme, les candidats du FN avaient fait un aussi bon score que leur *leader*, 15 %. En 2002, les deux courbes ont divergé. Quelle que soit l'élection, on note que les électeurs qui se disent proches du Front national sont les plus politisés, les plus cohérents dans leurs choix idéologiques et surtout, les plus fidèles. En 1995, un électeur de Le Pen sur deux se disait proche du FN. En 2002, ils sont à peine plus de 40 %. C'est ce qui explique pourquoi moins de la moitié des électeurs qui avaient voté pour lui le 21 avril aient reporté leur choix sur les candidats locaux du FN (44 %) ou du MNR (2 %). Mais ce taux, en réalité, est d'un tiers seulement chez ceux qui ne se sentent pas proches du Front national, alors que dans le noyau dur des partisans, en revanche, le taux de report est de 88 %.

Tableau 9. Les transferts de voix entre le premier tour de la présidentielle et des législatives (%)

	Gauche	*Droite*	*Extrême droite*	*Autres* **	*Abstention* *	
Abstention *	10	11	3	1	75	100
Laguiller	60	10	2	2	25	100
Besancenot	48	15	0	3	34	100
Hue	90	2	0	0	8	100
Jospin	79	5	1	1	14	100
Mamère	62	9	1	4	24	100
Chevènement	34	25	3	13	25	100
Bayrou	8	67	2	2	21	100
Chirac	5	78	2	1	14	100
Madelin	2	86	0	0	12	100
Saint-Josse	18	21	11	32	18	100
Le Pen	5	20	46	2	28	100
Mégret	6	29	43	3	20	100

PEF 2002, vague 3
* Regroupe l'abstention déclarée, le vote blanc et nul, les refus de répondre.
** CPNT, Pôle républicain, divers. L'extrême gauche est comptée avec la gauche.

La vague a reflué aussi vite qu'elle était montée. Mais il serait prématuré d'en conclure, une fois de plus, à la disparition du Front national. Jean-Marie Le Pen a

annoncé qu'il serait candidat aux élections régionales et européennes de 2004. Leur mode de scrutin, à la proportionnelle, lui est plus favorable que celui des législatives. Le contexte économique et politique est porteur. Le chômage continue sa progression depuis un an et les plans sociaux se multiplient [1]. La crise des marchés financiers n'a pas fini de produire ses effets. L'accélération de la construction européenne, avec ses perspectives d'élargissement, inquiète. La crise de représentation politique et partisane révélée par l'ampleur de l'abstention et des votes protestataires au premier tour présidentiel est toujours là. Et les promesses du gouvernement Raffarin, en matière de sécurité, de fiscalité, de prise en compte des électeurs « d'en bas », seront jugées aux résultats. Tout dépendra enfin de la manière dont se réglera la succession de Jean-Marie Le Pen et de son aptitude à reconstruire le parti.

Nonna Mayer est directrice de recherche au CEVIPOF-CNRS. Elle dirige le programme de sociologie politique dans le DEA « Sociologie politique et politiques publiques » de l'Institut d'études politiques de Paris. Elle anime, avec Olivier Fillieule, un groupe de recherche de l'Association française de science politique, le GERMM (Groupe d'étude et de recherche sur les mutations du militantisme). Elle a co-dirigé (avec Daniel Boy) *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997 ; (avec Gérard Grunberg, Paul M. Sniderman) *La démocratie à l'épreuve, une nouvelle approche de l'opinion des Français,* Paris, Presses de Sciences Po, 2002 ; et a récemment publié *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002 (nouvelle édition revue et augmentée de *Ces Français qui votent FN*, 1999). Ses recherches actuelles portent sur la sociologie électorale, en particulier celle du vote FN, sur le racisme et l'antisémitisme, et sur les mutations de l'engagement et de la participation politiques (CEVIPOF-Maison des sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris <mayer@msh-paris.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LES HAUTS ET BAS DU VOTE LE PEN 2002

À partir des trois vagues du panel électoral français 2002, cette étude cherche à comprendre comment l'extrême droite française frôle 20 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 et retombe à 12 % au premier tour des législatives. Les traits distinctifs du vote Le Pen n'ont pas changé. Il garde son caractère autoritaire et ethnocentrique, peu diplômé, masculin et populaire. Sa progression traduit sa percée dans le monde rural et agricole, chez les seniors et dans l'électorat de droite, à la faveur d'une campagne axée sur l'insécurité et de l'usure des grands partis. Mais il souffre toujours d'un déficit de légitimité et de crédibilité politique, et la scission de 1999 a cassé la dynamique partisane, « l'effet Le Pen » n'est plus soutenu par « l'effet FN ».

THE UPS AND DOWNS OF THE LE PEN VOTE IN 2002

Drawing from the three waves of the French 2002 Electoral Panel, this study tries to explain why the French far right came close to 20 % of the votes in the first round of the presidential

1. Le chômage a progressé de 8,1 % en un an (juin 2001-juin 2002) et les licenciements économiques de 37 %. Cf. *Libération* et *Le Monde*, 1er août 2002.

election and fell back to 12 % in the first round of the legislative elections. The characteristic features of Le Pen voters haven't changed : authoritarian and ethnocentric, poorly educated, predominatly male and working class. Their rising number is due to Le Pen's breakthrough in the rural and farming world, among the over-fifties and the right wing leaners, thanks to a campaign focused on insecurity and to the wearing out of the mainstream parties. But Le Pen still suffers from his lack of political legitimacy and credibility, and the 1999 scission broke the party's dynamic. The electoral "Le Pen effect" is no more supported by the "FN effect".

Annexe. Le Panel électoral français 2002 (PEF 2002)

Le Panel électoral français 2002 associe le CEVIPOF, le CIDSP (Centre d'informatisation des données socio-politiques) et le CECOP (Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique), avec le soutien du ministère de l'Intérieur et de la Fondation nationale des sciences politiques. L'enquête a été administrée par la SOFRES en trois vagues, entre le 8 avril et le 28 juin 2002, sur des échantillons construits sur quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS prenant en compte les professions antérieures des personnes retraitées ou inactives, stratification par région et catégorie d'agglomération, et quota supplémentaire croisant le sexe et l'âge des personnes de 65 ans et plus) avec un filtre sur les inscrits. La première enquête est effectuée avant le premier tour de l'élection présidentielle, du 8 au 20 avril, en face à face (CAPI), d'une durée moyenne de 35 minutes, auprès de 4 107 individus. La seconde a été effectuée après le deuxième tour de l'élection présidentielle du 15 au 31 mai, au téléphone (CATI), d'une durée moyenne de 35 minutes, auprès de 4 017 individus. Elle a permis de réinterroger 1 822 personnes ayant déjà répondu à la première. La troisième a été effectuée après le deuxième tour des élections législatives du 20 au 28 juin, au téléphone (CATI), d'une durée moyenne de 20 minutes, auprès de 2 013 individus. Cette dernière vague a permis de réinterroger 1 417 personnes ayant répondu déjà aux deux vagues précédentes, qui constituent le panel *stricto sensu*. Les premiers résultats ont été publiés dans une plaquette à l'occasion d'une conférence de presse le 11 juillet 2002, CEVIPOF, CIDSP, CECOP, « Premiers résultats. Panel électoral français 2002 », juillet 2002, consultable sur le site de la SOFRES : <http://www.sofres.com/etudes/pol/120702-elections-n.htm>. Tous ceux qui sont présentés ici sont redressés sur la base des résultats réels de l'élection considérée (vague 1 : selon votes présidentiels au premier tour ; vague 2 : selon votes au premier et second tour présidentiel ; vague 3 : selon votes législatifs au premier tour).